

Unité bidépartementale Eure Orne
1, avenue du Maréchal Foch
27000 Evreux

Évreux, le 05/07/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/06/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

NUFARM SA

USINE NOTRE DAME DE LA GARENNE
27600 Gaillon

Références : UBDEO/ERA/235
Code AIOT : 0005800370

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/06/2024 dans l'établissement NUFARM SA implanté Grande Allée Zone industrielle secteur C Notre Dame de la Garenne 27600 Gaillon. L'inspection a été annoncée le 21/03/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les shunts et by-pass d'un équipement effectués lors des interventions ou travaux sur une installation industrielle peuvent conduire à des situations accidentelles, notamment lors du redémarrage de celle-ci. Les shunts et by-pass peuvent également être effectués de façon inopinée dans certaines configurations, notamment lors de situations dégradées, afin de «forcer» le process ou le fonctionnement d'une installation.

Le retour d'expérience accidentologique dénombre plusieurs accidents dont certains ont eu de graves conséquences, notamment lorsque les shunts et by-pass concernent des matériels et équipements ayant une fonction de sécurité, notamment les barrières et mesures de maîtrise des risques.

Le secteur de l'industrie chimique est particulièrement concerné compte-tenu de l'instrumentation

importante des process dans ce secteur d'activité. Par conséquent, la présente visite d'inspection s'inscrit dans le cadre d'une action nationale dont le but est de vérifier l'organisation et les moyens mis en oeuvre par les exploitants pour gérer les shunts et by-pass et ainsi limiter le nombre d'accidents.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- NUFARM SA
- Grande Allée Zone industrielle secteur C Notre Dame de la Garenne 27600 Gaillon
- Code AIOT : 0005800370
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

La société NUFARM pratique sur son site de Gaillon :

- la synthèse
- la formulation
- et le conditionnement d'herbicides, de fongicides et d'insecticides ainsi que de régulateurs de croissance.

Les installations du site NUFARM de Gaillon sont actuellement réglementées par l'arrêté préfectoral n°D1-B1-15-176 du 18 février 2015 modifié autorisant l'exploitation de l'établissement. Le site est classé SEVESO Seuil Haut, compte-tenu des quantités de produits toxiques et dangereux pour l'environnement, fabriqués et stockés sur le site (rubriques 4120, 4130, 4510 et 4511). Il est également identifié comme prioritaire IED (rubrique principale 3440 – Fabrication en quantité industrielle par transformation chimique de produits phytosanitaires).

Thèmes de l'inspection :

- AN24 Shunt

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;

- ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Principes généraux de prévention des risques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47	Demande d'action corrective	1 mois
4	Procédures concourant à la maîtrise des risques – procédure	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Présence d'une procédure SGS	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I, point 3	Sans objet
3	Revue de la procédure SGS	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I, point 3	Sans objet
5	Procédures	Arrêté Ministériel du 04/10/2010,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	concourant à la maîtrise des risques – mise en œuvre	article 54	
6	Consignes d'exploitation et de sécurité	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	Sans objet
7	Formation du personnel	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54 A	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées constate la mise en place d'une procédure de gestion des modifications et de documents associés.

Toutefois, cette procédure doit être complétée en explicitant le cas précis des shunts de MMR/ barrières de sécurité et en détaillant la partie opérationnelle. En effet, au delà de la partie validation, il doit préciser les modalités de mise en place : la pose/dépose de la MMR, la remise en fonctionnement des installations, les mesures compensatoires si nécessaires, les éventuelles restrictions sur les activités alentours, la procédure ou le dispositif prévu qui informe de l'état du système ; la vérification du bon enlèvement de l'inhibition. Il convient de faire le lien avec les autres procédures mises en œuvre telle que la procédure de gestion des permis de travail.

L'exploitant doit réviser la procédure et la transmettre à l'inspection sous un délai d'un mois.

Par ailleurs, l'inspection des installations classées relève que le nombre de procédures shunts effectivement mises en œuvre est limité, l'exploitant programmant autant que possible ses interventions sur des installations à l'arrêt.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Principes généraux de prévention des risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47
Thème(s) : Actions nationales 2024, Organisation
Prescription contrôlée : L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations ou à défaut pour en limiter les conséquences. Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour que la prévention des risques soit effective, dans les conditions normales d'exploitation et dans les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'au démantèlement du site après l'exploitation. Il met en place les dispositions nécessaires pour détecter et corriger les écarts éventuels.
Constats :

Pour commencer, l'inspection des installations rappelle le cadre de l'action nationale objet de la présente visite. L'action nationale porte sur les modalités mises en œuvre pour gérer les chunts ou by-pass de mesures de maîtrise des risques (MMR). Elle est axée sur des industries chimiques compte tenu de l'instrumentation importante des process dans ce secteur. L'exploitant précise alors en préambule qu'il ne dispose plus comme par le passé de ligne de fabrication fonctionnant en continu, ce qui limite fortement les situations de shunts.

Ensuite, préalablement à la visite, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées la procédure de gestion des modifications du site.

Le périmètre de cette procédure concerne:

- toutes les modifications pouvant intervenir sur les installations.
- il peut s'agir de modification permanente, temporaire ou d'urgence, définies comme suit dans la procédure:

- la modification permanente est un changement qui restera en place de façon définitive ou pendant une longue durée;

- la modification temporaire ne doit pas excéder 3 à 6 mois;

- la modification d'urgence doit être mise en œuvre immédiatement afin de garantir la continuité de la sécurité des opérations et le respect des normes environnementales

Le cas du shunt ou by-pass d'une barrière de sécurité ou d'une MMR, autrement dit le contournement du dispositif ou d'un équipement considéré, n'est pas explicitement mentionné dans la procédure. Au regard des définitions rappelées ci-avant, le shunt d'une barrière de sécurité ou d'une MMR peut suivant les circonstances être considéré soit comme une modification temporaire, soit comme une modification d'urgence.

En termes de validation, la pose d'un shunt doit être validée par 2 approbateurs. Dans le cas particulier des MMR, une troisième validation est requise celle du directeur du site.

Le cas échéant, en dehors des périodes d'ouvertures, les cadres d'astreinte doivent être contactés pour procéder aux validations nécessaires pour toute modification d'urgence.

L'exploitant indique qu'il réalise peu de shunts. En effet, il privilégie la maintenance préventive lorsque les installations sont à l'arrêt, soit lors des arrêts annuels soit lors des phases de non-production. Au demeurant, il n'est pas en capacité de préciser à l'inspection des installations classées, le nombre de shunts réalisés sur une période donnée (en 2024 par exemple). Au jour de la visite, aucun shunt n'est en cours.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit être en mesure d'**identifier rapidement les les shunts** réalisés sur les MMR et barrières de sécurité de son installation sur une période donnée.

L'analyse des procédures de shunt mises en œuvre et des circonstances associées peut en effet conduire à mettre en évidence des dysfonctionnements de barrières de sécurité ou de MMR, pouvant potentiellement remettre en cause leur efficacité et donc leur niveau de confiance. Ces éléments sont à relier au registre des anomalies et défaillances des MMR.

Par ailleurs, l'inspection demande à l'exploitant de réviser la procédure sous un délai d'un mois afin de traiter explicitement et spécifiquement la gestion des shunts, dans sa procédure.

Dans la configuration d'une maintenance programmée qui pourrait conduire au shunt/by-pass d'une barrière/MMR mais aussi dans le cadre de situation anormale lors d'anomalies du process qui pourrait conduire à shunter/by-pass une barrière/MMR, l'exploitant doit préciser les

modalités de mise en œuvre, de retrait et de mise en fonctionnement des barrières.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Présence d'une procédure SGS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I, point 3
Thème(s) : Actions nationales 2024, Procédure
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>3. Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation</p> <p>Des procédures et des instructions sont mises en œuvre pour permettre la maîtrise des procédés et l'exploitation des installations en sécurité. Les phases de mise à l'arrêt et de démarrage des installations, d'arrêt, de même que les opérations d'entretien et de maintenance, même sous-traitées, font l'objet de telles procédures.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant dispose d'une procédure de gestion des modifications, qui a été créée le 03/06/2020. La procédure fait l'objet de révision périodique. Le document présenté correspond à la 6ème version de la procédure.</p> <p>Cette procédure a été établie à partir de la procédure groupe CP4019 "Management des modifications", version 4 du 12/03/2020.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Revue de la procédure SGS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I, point 3
Thème(s) : Actions nationales 2024, Procédure
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>3. Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation</p> <p>Des procédures et des instructions sont mises en œuvre pour permettre la maîtrise des procédés et l'exploitation des installations en sécurité. Les phases de mise à l'arrêt et de démarrage des installations, d'arrêt, de même que les opérations d'entretien et de maintenance, même sous-traitées, font l'objet de telles procédures.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant réalise dans le cadre de la certification ISO14001 une revue documentaire à minima tous les 3 ans.</p> <p>La partie 7 de la procédure communiquée de gestion des modifications, intitulée « Références »,</p>

indique qu'un bilan des MOC est intégré dans la revue de direction annuelle HSE.

Par ailleurs, un tableau récapitule les modifications apportées à la procédure au gré des différentes versions. Au regard de ce tableau, la procédure de gestion des modifications présente une version 7 en date du 28/06/2022 prenant en compte les MOC organisationnels en cas de congés d'une personne ayant des fonctions critiques dans le système de management de la sécurité des procédés. D'après les documents transmis, le cas de ces MOC organisationnels est effectivement traité au chapitre 3.9 de la procédure relatif au changement organisationnel. Par conséquent, seul le numéro de la version de la procédure, stipulé en-tête, est erroné. ***L'inspection des installations classées demande à NUFARM de corriger cette erreur et d'être vigilant à l'avenir dans le suivi des versions de ses procédures.***

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Procédures concourant à la maîtrise des risques – procédure

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54

Thème(s) : Actions nationales 2024, Procédure

Prescription contrôlée :

B.-L'exploitant définit et met en œuvre les opérations d'entretien et de vérification des barrières de sécurité et mesures de maîtrise des risques. Ces opérations respectent les exigences et spécificités définies par le fabricant.

L'exploitant définit par ailleurs les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations en cas de défaillance ou d'anomalie des barrières de sécurité agissant sur des phénomènes dangereux conduisant à des effets irréversibles, au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, qui sortent des limites du site ainsi que des mesures de maîtrise des risques et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt.

Ces conditions et modalités sont formalisées dans des procédures.

Constats :

L'exploitant a présenté à l'inspection des installations classées la procédure de mise hors-service d'un équipement de prévention. Le processus à suivre avant de réaliser une modification sur un équipement, comme poser le shunt d'une barrière de sécurité ou d'une MMR est le suivant :

1- Pour commencer, un formulaire de demande de modification doit être complété. Il est généralement complété par un responsable de service ou d'unité. Ce formulaire intègre une analyse des risques de la modification. Au besoin, les mesures compensatoires nécessaires sont identifiées afin de conserver un niveau de risque équivalent.

2 - La demande est enregistrée informatiquement dans le tableau Excel "Liste de demandes de MOC".

3 - Un point est fait sur les demandes lors de la réunion mensuelle du comité de gestion. Celui-ci détermine si un MOC sera créé. En effet, l'exploitant indique que certaines opérations n'entrent pas dans le champ de la procédure MOC. Pour ces opérations, la réalisation d'un permis de travail suffit à encadrer et gérer l'opération.

4 - Un permis de travail est créé pour les intervenants internes ou entreprises extérieures.

Au besoin, des permis complémentaires tels que permis de feu, permis de travail en hauteur ou

permis de pénétrer en zone confiné, complètent le permis de travail.

5 - Les travaux peuvent alors être réalisés.

6- Un test de la MMR est systématiquement fait au démarrage.

Il est précisé qu'une modification d'urgence peut faire l'objet d'un accord oral du responsable de production et/ ou de toute autorité hiérarchiquement supérieure, sans accord préalable du formulaire de gestion des modifications. Par contre, un formulaire de gestion des modifications doit être complété à posteriori. Il doit inclure le détail des conversations tenues avec les personnes qui ont autorisé la modification.

D'une manière générale, l'inspection des installations classées constate que la procédure en place ne précise pas :

- les modalités de coordination et de communication de l'information des différents acteurs
- les modalités pratiques concernant la pose, la dépose, la remise en fonctionnement,
- les mesures compensatoires si nécessaires, et le suivi de la mise en place de ces mesures
- les éventuelles restrictions sur les activités alentours,
- la procédure ou le dispositif prévu qui informe de l'état du système

Concernant les mesures compensatoires, l'exploitant les détermine après discussion en fonction de la MMR à shunter. L'inspection invite l'exploitant à disposer d'un fichier **listant les mesures compensatoires de type organisationnelles et techniques en fonction de la MMR inhibée**. Cela permet de s'assurer de la disponibilité des mesures - achat nécessaire, suivi métrologique...- , et de pouvoir les mettre en place rapidement dans les cas d'urgence.

Au niveau documentaire, l'inspection a consulté la demande de modification du 16/05/2024 concernant le remplacement de la centrale explosimètre. Le document comprend notamment :

- le nom du demandeur ;
- la modification souhaitée ;
- raison de la demande de modification ;
- **s'il s'agit d'une MMR ;**
- les risques produits de l'installation ;
- les conditions d'utilisation ;
- l'analyse du risque .

L'inspection des installations classées note que l'objet de la modification figure dans la case prévue pour la description des mesures compensatoires à mettre en place. Inversement, les mesures compensatoires sont stipulées dans la case prévue pour la description de l'opération. De plus, l'analyse de risques n'est pas jointe au document.

L'inspection des installations classées invite l'exploitant à faire preuve de vigilance dans le remplissage des formulaires de demande de modifications et à veiller à ce que les demandes enregistrées et archivées comportent tous les documents requis dans la procédure en place.

Le permis de travail 7503 du 13/05/24 a été rédigé en lien avec cette intervention. L'inspection des installations classées relève que la date du permis de travail est antérieure à la demande de modification. Par conséquent, suivant la procédure en place, cette modification a été considérée et traitée comme une modification d'urgence.

Dans les faits, ces travaux ont fait l'objet d'une programmation avant d'être réalisée dans la mesure où ils ont nécessité l'intervention d'une entreprise extérieure sur une période donnée, ce qui est de l'ordre d'une modification temporaire suivant la procédure de gestion des modifications.

Par conséquent, l'inspection des installations classées s'interroge sur la notion d'urgence d'une

modification. Cette notion d'urgence doit être précisée dans la procédure de gestion des modifications afin de garantir le respect de ladite procédure en place. Autrement dit, l'exploitant doit veiller à ce que les dispositions dérogatoires pour la validation et la mise en place d'une modification d'urgence soient utilisées et mises en œuvre à bon escient.

Un permis de travail est également réalisé le 17/05/24 pour l'étalonnage de la centrale, en validation de la remise en fonctionnement de la MMR.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection demande à NUFARM de compléter sous un délai d'un mois la procédure et les documents associés afin que ces derniers précisent les informations suivantes :

- les modes opératoires,
- la fonction des personnes,
- la coordination et la communication de l'information des différents acteurs (qui active, qui garde la liste des matériels by-passés),
- la pose,
- la dépose,
- la remise en fonctionnement,
- les mesures compensatoires si nécessaires,
- les éventuelles restrictions sur les activités alentours,
- la procédure ou le dispositif prévu qui informe de l'état du système ;
- la vérification du bon enlèvement de l'inhibition fait également partie des procédures de vérifications des opérations de maintenance (procédure de réception, procédure de remise en service)

La notion d'urgence d'une modification doit également être précisée.

Pour finir, l'exploitant doit en outre veiller au bon remplissage de ces documents.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Procédures concourant à la maîtrise des risques – mise en œuvre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54

Thème(s) : Actions nationales 2024, Mise en œuvre

Prescription contrôlée :

B.-L'exploitant définit et met en œuvre les opérations d'entretien et de vérification des barrières de sécurité et mesures de maîtrise des risques. Ces opérations respectent les exigences et spécificités définies par le fabricant.

L'exploitant définit par ailleurs les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations en cas de défaillance ou d'anomalie des barrières de sécurité agissant sur des phénomènes dangereux conduisant à des effets irréversibles, au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, qui sortent des limites du site ainsi que des mesures de maîtrise des risques et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt.

Ces conditions et modalités sont formalisées dans des procédures.

<p>Constats :</p> <p>A défaut de procédures de shunt sur une barrière de sécurité ou d'une MMR, en cours lors de la visite, l'inspection des installations classées a contrôlé une procédure de shunt qui a été réalisée précédemment.</p> <p>Il s'agit du remplacement d'une centrale explosimètre qui arrivait en fin de vie. Cette modification a été traitée comme une modification d'urgence, avec approbation verbale et rédaction d'un formulaire a posteriori. En effet, les installations concernées ont continué de fonctionner pendant l'opération de remplacement sachant que les explosimètres sont un pré-requis pour garantir la sécurité du personnel intervenant sur les installations</p> <p>Des mesures compensatoires ont été mises en place. Plus précisément, les explosimètres qui assurent en fonctionnement normal une sécurité collective, ont été remplacés le temps de l'opération par des détecteurs individuels portatifs et par l'installation d'un explosimètre sur une cuve à proximité.</p> <p>L'analyse des risques de l'opération est jointe à la demande de modification complétée à posteriori. Sur la base de la une matrice d'évaluation des rsques de la procédure, le risque a été considéré comme élevé d'où les mesures compensatoires mises en place.</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Consignes d'exploitation et de sécurité

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59</p> <p>Thème(s) : Actions nationales 2024, Consignes d'exploitation</p> <p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation.</p> <p>Ces consignes d'exploitation précisent autant que de besoin :</p> <ul style="list-style-type: none"> -les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation -les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifieront les conditions d'exploitation ; -l'obligation du " permis d'intervention " prévu à l'article 63 du présent arrêté pour les parties concernées de l'installation ; -les conditions de conservation et de stockage des produits, notamment les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits incompatibles ; -Les opérations et contrôles à effectuer pour les phases d'arrêt et, le cas échéant, avant la remise en service des équipements. <p>L'ensemble des contrôles, vérifications, les opérations d'entretien menés sont notés sur un ou des registres spécifiques.</p> <p>L'exploitant établit par ailleurs des consignes de sécurité, qui indiquent autant que de besoin :</p> <ul style="list-style-type: none"> -l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer
--

<p>dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion, sauf cas spécifique d'une intervention dûment encadrée par un permis d'intervention prévu à l'article 63 ;</p> <ul style="list-style-type: none"> -les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ; -les mesures à prendre en cas de perte de confinement sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses ; -les modalités de mise en œuvre des moyens d'intervention et d'évacuation ainsi que les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ; -les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues à l'article 26 ou 26 bis, pour les installations soumises à ces dispositions ; -la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc ; -l'organisation de l'exploitant en cas d'incident ou de sinistre ; -l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident.

<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite, l'inspection constate dans le local de supervision de l'atelier C00 de la présence d'un cahier de consignes. Ce cahier permet de passer les consignes entre les différents postes. Il fait état notamment des travaux en cours dans l'atelier.</p> <p>L'exploitant indique que le shunt d'une barrière de sécurité ne peut pas toujours être matérialisé sur l'équipement. Le dispositif utilisé lorsque cela est possible est un système de cadenas pour consigner l'équipement.</p> <p>Dans tous les cas, les informations relatives aux shunts en cours sont communiquées lors de réunions quotidiennes. En outre, le formulaire de demande de modification ainsi que le permis de travail sont affichés dans l'atelier concerné par la modification pendant la durée de l'intervention. Le permis de travail précise si des autorisations complémentaires sont délivrées (permis de feu, de pénétrer) et les consignations réalisées.</p> <p>A défaut de shunt de MMR ou de barrières de sécurité en cours lors de la visite, le responsable secteur herbicides explicite le système de consignation/ déconsignation par cadenas des équipements, sur une installation autre. L'exemple est donné en lien avec le permis de travail 7082 d'intervention sur l'étuve herbicides. Les clés des cadenas installés pour consigner un équipement sont regroupées dans une boîte dédiée. Cette boîte est elle-même fermée à clé, la ou les clés de la boîte étant conservée(s) par le responsable du secteur et au besoin, le responsable des installations électriques. Les intervenants réalisent l'intervention après avoir apposé un cadenas de couleur différente - vert ou blanc- sur la boîte, afin de signaler l'intervention en cours.</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
--

N° 7 : Formation du personnel

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54 A
Thème(s) : Actions nationales 2024, Formation du personnel et entreprises extérieures
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>A.-L'exploitant met en œuvre l'ensemble des équipements et procédures mentionnés dans l'étude de dangers qui concourent à la maîtrise des risques.</p>

Il assure :

- le bon fonctionnement, à tout instant, des barrières de sécurité, et notamment l'efficacité des mesures de maîtrise de risques ;
 - la tenue à jour des procédures ;
 - le test des procédures incident/ accident ;
 - la formation des opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le cas échéant du personnel des entreprises extérieures, aux conditions de mise en œuvre et aux procédures associées aux barrières de sécurité et mesures de maîtrise des risques.
- Ces actions sont tracées.

Constats :

Lors de la visite, le chef de poste de l'atelier C00 a été interrogé sur la procédure de gestion des shunts.

Il indique à l'inspection ne pas shunter de barrières de sécurité. En cas d'anomalie, la consigne est de mettre en sécurité l'installation. Ensuite, il informe son responsable hiérarchique qui procède le cas échéant à la demande de modification requise.

L'exploitant indique procéder à une formation interne avec recyclage tous les 2 ans destinée à l'ensemble du personnel. Cette formation précise le personnel autorisé à signer quels documents (permis de travail, demande de modification, etc..). Chaque opérateur possède une carte d'habilitation précisant ses droits de validation concernant les documents liés aux modifications (demande, permis de travail etc..) et le périmètre dans lequel il peut approuver ces documents (usine ou secteur spécifique).

Type de suites proposées : Sans suite